

Des billets de TER à seulement... 1 €



Gare d'Ille-sur-Têt (Pyrénées-Orientales), hier. Un accord financier entre la SNCF et la région permet de proposer des places à 1 € sur le réseau TER du Languedoc-Roussillon après un test concluant sur deux lignes depuis deux ans. (Topsud.)

« **IL FAUT** que la SNCF aide les Français à voyager moins cher », scandait fin 2012 Guillaume Pepy, patron de l'entreprise publique. Certes, celui-ci a été critiqué hier par Ségolène Royal pour les hausses de tarifs appliquées au 31 décembre au soir (*lire ci-contre*). Difficile pourtant de faire mieux avec des billets à... 1 €. A partir d'aujourd'hui, il suffira de réserver et de payer sur Internet pour bénéficier de ce tarif record — et même irrationnel — sur le réseau TER (1 500 km) du Languedoc-Roussillon. Tous les billets ne seront pas vendus à ce prix. Ce tarif correspondra à un nombre de places limité et les tickets seront valables pour un trajet précis. Il n'empêche, le principe a été testé avec succès depuis deux ans sur cinq lignes secondaires, notamment sur Perpignan - Ville-

franche-de-Conflent avec plus 350 % de fréquentation, ce qui a créé localement de nouvelles habitudes de déplacement. « C'est pratique et économique pour aller à Perpignan. La généralisation du système à 1 € ouvre des perspectives. On pourra aller beaucoup plus loin, à Montpellier par exemple », s'exclament Ophélie et Simon, euphoriques, avant de descendre à la gare minuscule d'Ille-sur-Têt (Pyrénées-Orientales).

Décision initiée en 2010

« Cela me va très bien. Pour reconduire ma fille à Perpignan après les fêtes, cela me coûte 3 €, bien moins cher et plus sûr que la voiture », ajoute Ramon, 42 ans, maçon en milieu périlleux de Prades (Pyrénées-Orientales). « C'est une réussite incontestable », estime quant à lui En-

ric Balaguer, président de l'Association des usagers de la ligne Villefranche-Perpignan.

Pour mettre en place cette tarification, la région Languedoc-Roussillon a dû batailler ferme pour convaincre et soumettre la direction de la SNCF à cette décision politique initiée par Georges Frêche et Christian Bourquin en 2010, dans le prolongement du succès populaire du bus à 1 € inventé, déjà, dans les Pyrénées-Orientales et aujourd'hui adopté par une quarantaine de départements. La SNCF a accepté ce défi budgétaire à condition d'un contingentement annuel de 460 000 places et de compensations financières par la région. Mais elle a refusé de prendre en charge la maîtrise d'un système d'exploitation et de réservation développé par la région avec la société Bull

La hausse des tarifs, « un mauvais signal » selon Royal

La hausse des tarifs de la SNCF, qui atteint jusqu'à 2,6 % au 31 décembre selon le type de billet, est un « très mauvais signal », a jugé hier la ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Ségolène Royal. « Je veux que la SNCF reste un outil de transport de masse », a déclaré la ministre, invitée du « Grand Jury » (RTL - LCI - « le Figaro »), disant vouloir que l'entreprise revoie sa politique de tarifs, comme tous ceux des transports publics. Et d'ajouter qu'elle allait « réformer par décret la façon dont l'Etat contrôle les prix des transports publics et notamment du train, parce que les choses ne sont pas claires ».

Amexys. « Sur cette commande claire et partagée, la SNCF a manifestement fait preuve de manque de volonté », est-il écrit dans un rapport de la région. Pour faire voyager à 1 €, il devrait en coûter 3,5 M€ à la région, à ajouter au budget usuel de 106 M€ dédié aux TER. « C'est une façon de redonner du pouvoir d'achat aux habitants », estime Damien Alary, président de la région. « Cette opération est gagnante pour tout le monde, y compris pour la SNCF, car elle permettra à des milliers de personnes de revenir au train, notamment les jeunes. A l'heure où le covoiturage se développe, c'est une bonne nouvelle », analyse Jean-Claude Gaysot, vice-président de la région, ancien ministre des Transports, et farouche partisan du rail à 1 €.

CLAUDE MASSONNET

Le Parisien

Lundi 5 janvier 2015